

Présidence de l'Union européenne: la relève espagnole

Publié le: 07-01-2010

Source: [Portal Europe](#)



Par *Béatrice Leveillé*, RFI.

L'Espagne prend la relève dans un contexte inédit, celui du Traité de Lisbonne qui entre en vigueur le 1er janvier 2010. José Luis Rodríguez Zapatero va devoir partager la présidence avec Herman Van Rompuy, le nouveau président permanent du Conseil européen. **Quelles seront les marges de manœuvre du chef du gouvernement espagnol ?**

L'Espagne est le premier pays à prendre la présidence tournante de l'Union européenne dans le cadre des nouvelles institutions mises en place par le Traité de Lisbonne. Elle y renoue la présidence du Conseil bicéphale : les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept qui se succèdent pour une durée de six mois à la tête de l'Union européenne pour présider les Conseils des ministres et une présidence stable - incarnée désormais par l'ancien Premier ministre belge Herman Van Rompuy, qui dirige les réunions au plus haut niveau. Il va falloir cohabiter également avec José Manuel Barroso, le président de la Commission, la nouvelle chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et un Parlement renforcé.

Le Traité maintient un système de présidence semestrielle tournante mais les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent sous la responsabilité d'Herman Van Rompuy et la diplomatie tombe dans l'escarcelle de Catherine Ashton. « Nous avons passé un gentlemen's agreement » : M. Van Rompuy présidera les réunions, mais M. Zapatero sera à ses côtés et aura un rôle de premier plan », a précisé le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos. Jouer la complémentarité et éviter la concurrence entre les différentes institutions semble être la nouvelle règle du jeu.

Herman Van Rompuy et José Luis Rodríguez Zapatero se sont déjà rencontrés. La première tâche de Herman Van Rompuy, qui entre en fonction lui aussi le 1er janvier, est de trouver un terrain d'entente avec le futur président de la présidence tournante de l'Union européenne. Une tâche qui est loin d'être simple puisqu'ils ont finalement décidé de mettre en place un groupe de travail qui coordonnera la mise en place de cette présidence « stable » de l'Union européenne et du service extérieur de l'Union européenne dirigé par Catherine Ashton. Il n'y a toujours pas de réponse claire à la question pourtant simple de l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger qui demandait, en 1970, sur un ton ironique : « L'Europe, quel numéro de téléphone ? ».

Présidence de l'Union européenne: la relève espagnole

José Luis Rodríguez Zapatero, organisera malgré tout plusieurs sommets au cours des six prochains mois, notamment les sommets UE / Etats-Unis et UE / Amérique latine. Et il a sollicité l'accord de ses partenaires pour la tenue d'un second sommet de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone au printemps prochain, pour parler de l'environnement, de l'eau, de la sécurité alimentaire et relancer un processus plombé par la situation au Proche-Orient mais auquel Madrid et Paris tiennent beaucoup.

Les Affaires étrangères échappent, en théorie, à la présidence tournante et les priorités de José Luis Rodríguez Zapatero - l'Amérique latine et la Méditerranée -, sont bien loin des préoccupations de Lady Ashton et du prisme anglo-saxon de nombreux Etats européens. Il devra sensibiliser la Britannique, qui dirige à partir du 1er janvier la diplomatie européenne.

Le redressement économique de l'UE, priorité de la présidence espagnole

L'Espagne assume la présidence dans une période économique difficile pour elle-même et pour ses partenaires européens. José Luis Zapatero souhaite que ces six mois de présidence espagnole permettent de trouver des solutions de sortie de crise et une forme de développement social qui donne du travail aux Européens. Mais il n'est pas tout seul à se préoccuper de ces questions économiques. Herman Van Rompuy a déjà convoqué, en février, un sommet des dirigeants de l'UE sur la relance de la croissance et la préservation du modèle social européen et José Manuel Barroso a obtenu un nouveau mandat de cinq ans en faisant du redressement de l'économie européenne sa priorité.

C'est dans les relations avec l'Amérique latine que l'Espagne peut vraiment apporter une contribution. Parvenir à un accord politique et commercial avec le Mercosur est un des objectifs de la présidence espagnole. Elle a l'appui du Portugal et de la Commission européenne pour obtenir que de nouveaux marchés s'ouvrent aux pays européens. Le sommet UE / ALC (Amérique Latine Caraïbes) aura lieu, à Madrid, en mai 2010. Enfin, l'Espagne veut promouvoir les droits de l'homme, l'égalité des chances, la lutte contre les violences que subissent les femmes et souhaite sur la question de l'immigration relever le défi de la coresponsabilité entre Etats de transit, de destination et d'origine ainsi que promouvoir la solidarité entre les Etats européens sur cette question.